



**mouvement
écologique**

Développer des visions durables pour notre pays: le processus Rifkin n'est pas de nature à se substituer à un réel débat sur l'avenir et la croissance!

Les ambitions affichées dans le cadre du débat dit *Rifkin* sont très importantes: «*Préparer le Luxembourg à l'avenir – développer des visions pour le Luxembourg*», voilà en quelques mots le très noble et exigeant leitmotiv qui fut véhiculé en public.

Certains buts ont pu être atteints: des hommes et des femmes de ministères différents et des acteurs économiques se sont réunis autour de la table; des défis techniques ont été thématiques et approfondis ... et des pistes d'action ont été développées. Ces développements doivent évidemment être qualifiés de positifs! MAIS: le seul débat autour, respectivement l'anticipation du thème des développements techniques (comme p.ex. la digitalisation ou encore l'économie circulaire, aussi nécessaire et utile que cet exercice soit) ne constitue pas encore une vision d'avenir pour notre pays.



Un processus qui manqué de maturité

Aussi importante que fut cette réunion d'acteurs ... un véritable **processus social** ne s'en est pas dégagé! Il est vrai: le nombre d'acteurs-experts qui ont pu être motivés à joindre toute une série de groupes de travail pour se pencher sur des solutions durables à apporter à certaines questions (telle la promotion de techniques du bâtiment écologiques et performantes) fut tout à fait remarquable. Et pourtant: un véritable débat de fond – digne de ce nom – n'a pas eu lieu à cette date au sein de ces mêmes groupes. Ou peut-on sérieusement s'attendre à ce que des questions cruciales autour de l'avenir du pays (notamment dans le contexte de l'agriculture) puissent trouver une réponse ... en une seule séance de travail? Ou qu'il soit possible de discuter en détail de questions de fond, controversées, en seulement 3 réunions au

sein du « comité de suivi stratégique » (auquel le Mouvement Ecologique avait participé)? La première réunion avait comme objectif d'informer sur le processus, la deuxième servait à présenter les rapports intermédiaires des groupes de travail ... et la dernière fut la séance de clôture, ne laissant guère de place à un débat sur des défis de taille au sein et dans le cadre de ce dit « comité de suivi stratégique » – ce qui n'était probablement pas l'objectif de ce comité dès le départ.

Alors, et malgré le fait de saluer tout ce qui a pu être atteint jusqu'ici: nous devons conclure que les questions cruciales d'ordre socio-politique n'ont pas fait l'objet d'un véritable débat de fond à ce jour!

Débattre des questions sociales liées au développement économique!

Préparer le Luxembourg au futur - aussi face aux enjeux du processus de digitalisation notamment ou de la consommation des ressources - signifie: prendre des décisions fondamentales en termes de valeurs et d'orientations socio-politiques, et surtout: thématiser ces valeurs et orientations au préalable et lancer un débat controversé! Jusqu'ici, le processus Rifkin a échoué à ce point!

Trois exemples:

- **Quels sont les garde-fous écologiques pour notre modèle socio-économique?**

A l'heure actuelle des débats, les défis écologiques sont thématisés lorsqu'ils représentent aussi une chance du point de vue économique (cfr «circular economy»). La nécessité de respecter les limites écologiques imposées par notre planète – en réduisant l'empreinte massive de CO₂ du Luxembourg - est négligemment tout simplement ignorée!

Alors qu'un débat d'avenir digne de ce nom (compte tenu notamment aussi de la digitalisation) DOIT tenir compte de l'écologie et la durabilité. L'espace écologique définit les limites et les conditions- cadre de notre modèle social! Toute planification de l'avenir (aussi la dite 3ème révolution industrielle) qui ignore ce fait est d'emblée vouée à l'échec.

- **Comment garantir l'équité sociale et la compatibilité sociale ?**

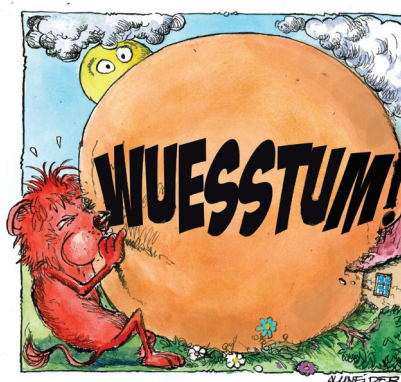
Une comparaison, voire métaphore s'impose et se vérifie: le pétrole constituait la richesse du 20ème siècle, les «données sont le pétrole du 21ème siècle», comme le décrit Malte Spitz. La richesse résultante des ressources fossiles a certes bénéficié à tous dans une certaine mesure, or, elle n'a pas fait l'objet d'une répartition équitable. Qui profitera de la troisième révolution industrielle? La communauté, les

salariés, les multinationales? Comment sont thématisés les impacts sociaux (la perte d'emplois) et plus généralement les conséquences sur la vie des citoyens? Comment garantir que la digitalisation profite équitablement à tous (et ne fournisse pas uniquement des chances économiques à certains privilégiés) et qu'elle engendre des réorientations et des développements sociaux qui sont dans l'intérêt général?

- **Quel cadre politique pour la protection des données, la « sharing economy » ...?**

Le débat mené dans le cadre de la digitalisation soulève de nouvelles interrogations: comment la société définira-t-elle à l'avenir la protection des données qui s'impose? De quelle manière cette protection pourra-t-elle être garantie? Quelle importance voulons-nous accorder à la «sharing economy» aussi du point de vue socio-politique? Toutes ces questions fondamentales (et bien d'autres encore) n'ont été thématisées que très marginalement, ou bien n'ont aucunement fait l'objet du débat dans le cadre du processus Rifkin.

En conclusion: si l'objectif avait été de mener un réel débat de fond sur les futurs développements du pays, ces questions cruciales (entre autres) auraient dû être abordées. Après tout, il n'est pas encore trop tard ...



Croissance «qualitative» – une bulle conceptuelle!

Tout porte à croire que le gouvernement ne se sert pas du processus Rifkin pour soulever toutes ces questions fondamentales, mais bien pour nous « servir » - au moyen du concept de la croissance «qualitative» - une prétendue alternative pragmatique à notre modèle socio-économique actuel. Tout en promouvant le leurre de pouvoir continuer comme avant – le tout présenté dans un emballage «écologique».

Aussi attractif qu'il soit: le concept de la croissance qualitative a de fortes chances de finir en bulle et de révéler finalement son caractère illusoire!



A noter que – lors de la présentation de son étude il y a 1 an - Jeremy Rifkin en personne a dit qu'il fallait respecter les garde-fous écologiques dans le cadre de la troisième révolution industrielle (ce fut un fil rouge lorsqu'il présenta l'étude Rifkin à l'occasion du «kick off event» du processus). Une approche qui n'est actuellement pas imitée par le gouvernement, qui – lui – a opté pour un changement de cap, plutôt douteux: au moyen du concept vague de « croissance qualitative », terme utilisé de manière quasi-inflationniste, le gouvernement essaie de mettre le message de Rifkin (déjà chargé de termes techniques) au service de ses intentions en réinterprétant le message d'origine dans le sens du gouvernement et tout en le vidant de ses contenus écologiques et sociaux.

Comment ce gouvernement interprète-t-il la croissance «qualitative»? Quelle vision de diversification?

Aux yeux du gouvernement, que signifie ce terme concrètement? Croître sans significativement donner naissance à de nouveaux emplois, comme ce gouvernement le suggère (et si oui, alors dans quels domaines et au prix de quelles conséquences?) Ou bien: croître en mettant le focus sur le digital, c.à d. croître de manière plutôt «virtuelle» et avec quelles conséquences? Croissance prioritaire des classes moyennes, respectivement promotion sélective d'une valeur ajoutée régionale? Quelle consommation de ressources (énergie, surfaces, eau) – par rapport à quelle valeur ajoutée – est considérée comme acceptable?

Dans quelle mesure respecte-t-il son principe directeur lorsque le gouvernement met un terrain à la disposition d'un fabricant de yaourts grecs à Bettembourg/Dudelange alors que les communes s'y opposent en avançant toute une série d'arguments convaincants?

La promotion renforcée de circuits économiques régionaux – notamment la valorisation de la production de bois luxembourgeois ou d'aliments de grande qualité – doit évidemment être encouragée, ce qui crée une valeur ajoutée du point de vue du développement durable, une croissance saluée dans ces domaines. Or, ces développements isolés, le développement de l'économie circulaire, la promotion des constructions écologiques ... ne suffisent point afin d'atteindre l'objectif de croissance de 3-4 %! Inutile de se bercer d'illusions!

Google en tant que modèle de croissance qualitative?

Le gouvernement s'efforce en partie de présenter le projet Google comme perspective du site d'implantation Luxembourg dans le sens de la croissance qualitative. Or, ce projet Google, avec sa forte consommation en termes de surface, d'énergie et d'eau, est-il vraiment ce qu'il faut comprendre par croissance qualitative, tel que le veut le gouvernement? Au motif que – toujours selon le gouvernement – une valeur ajoutée (laquelle?) est engendrée au profit de notre pays, alors que relativement peu d'emplois ne seront créés? Toute cette histoire (née sur la base e.a. des prix énergétiques très bas au Luxembourg - cf Etienne Schneider) ... un anachronisme à l'heure des changements climatiques!

N'oublions pas, nous parlons ici : d'une consommation de surface par emploi qui – extrapolée sur la création future de nouveaux emplois – reviendrait à une consommation foncière de 15.936 ha pour les 192.000 emplois supplémentaires pronosticés pour 2030 (une surface de 723 ha supplémentaires étant prévue à l'heure actuelle).

Ou d'une consommation potentielle journalière en eau qui correspond à 5-10% de la consommation nationale totale!

En outre, le Luxembourg se ferme de facto à toute nouvelle forme d'imposition des multinationales du secteur digital et informatique et acceptera uniquement une solution qui sera adoptée à l'échelle de l'OCDE. Les conséquences de cette stratégie sont claires : une imposition plus équitable de ces entreprises ne sera pas réalisable dans les années à venir. Au-delà de l'investissement primaire, quelle sera alors la réelle valeur ajoutée économique qu'apportera Google?

Une réduction conséquente de la consommation de ressources est incontournable!

Dans le passé, des innovations techniques importantes et utiles ont permis de découpler la consommation énergétique dans une certaine mesure de la croissance économique, mais elles n'ont pas apporté l'incontournable réduction absolue qui s'impose pourtant.

Entre autres le dit **effet «rebound»** a fait que la réduction de la consommation de produits notamment (dans le cadre de processus de production), a été anéantie par un surplus en consommation, en production dus à une plus forte demande. Les expériences du passé en témoignent clairement.

L'objectif des «deux degrés» arrêté dans le contexte de la protection du climat présuppose une considérable réduction absolue de la consommation énergétique, et non seulement une simple augmentation en termes d'efficience, si louable et judicieuse qu'elle

soit. La même chose vaut pour les ressources et pour l'espace écologique.

Aussi, nous nous étonnons du fait que dans le cadre du débat mené sur la «croissance qualitative», l'actuel développement en termes d'aménagement du territoire ne fasse point partie du débat. Les conséquences d'une croissance continue des habitants et des frontaliers passant nos frontières tous les jours laissent leurs traces et agissent sur les citoyens du pays. Les efforts louables entrepris au niveau de la mobilité et du logement sont progressivement anéantis par cette tendance de croissance.

Et même si les plans sectoriels dans le cadre de l'aménagement du territoire ne sont pas encore sur la table – du à une base légale qui fait défaut à ce jour: **le découplage entre «débat en cours sur la croissance qualitative» d'un côté et «débat sur le développement de l'aménagement du territoire national» de l'autre côté, est plus que regrettable!**

Conclusions

Il est indubitablement opportun et saluable que notre pays aborde et accompagne de manière proactive les défis techniques lancés par le processus de la digitalisation et par l'économie solidaire, tel que cela se vérifie actuellement dans le cadre du processus dit Rifkin.

Néanmoins: les conditions-cadre qui s'imposent e.a. du point de vue social et écologique doivent être décidées par la politique, sur la base de valeurs sociales définies en commun!

Ce débat n'a pas encore eu lieu au Luxembourg!

La digitalisation n'a pas vocation à décider un développement autonome. Ce n'est pas la technologie qui détermine l'orientation d'une société, c'est la société elle-même qui détermine son orientation.

Les développements techniques nécessitent un cadre politique fondé sur des valeurs communes.

Les questions sociétales, sociales et écologiques doivent être mises au centre et dépasser les seuls aspects économiques – le développement de notre société ne doit pas (seulement) s'orienter selon les potentialités techniques, mais selon les besoins des hommes et des femmes qui la composent!

Le leurre de la croissance qualitative, qui ignore les limites de l'écosystème, devrait être remplacé par une véritable vision résolument orientée vers l'avenir, qui mise davantage sur un bien-être et une prospérité réels plutôt que sur une croissance matérielle.

Le financement du système social doit s'affranchir progressivement de la contrainte de la croissance – en explorant de nouvelles pistes vers un financement alternatif. Pourquoi ne pas introduire enfin – comme partie intégrante du système de financement - la réforme fiscale écologique qui s'impose pourtant!?

Citons dans ce contexte Mark Zuckerberg: «*Are we building the world we all want ?*»